



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Mesures sanitaires

Question au Gouvernement n° 3477

Texte de la question

MESURES SANITAIRES

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Bouchet Bellecourt.

Mme Sylvie Bouchet Bellecourt. Ma question s'adresse à M. le Premier Ministre . Permettez-moi d'y associer mon collègue Robert Therry.

En mars dernier, la vague épidémique qui touchait notre pays avait de quoi surprendre nos compatriotes et leurs représentants. Il est vrai qu'à cette période, le Gouvernement naviguait à vue, adressant aux Français des injonctions contradictoires. Hélas, huit mois plus tard, vous n'avez toujours pas appris de vos erreurs.

Dès juillet, le Conseil scientifique vous alertait sur la « très haute probabilité » qu'une deuxième vague épidémique apparaisse cet automne. Pourtant vous ne l'avez pas anticipée. Les chiffres alarmants publiés ce lundi le prouvent : la France établit un nouveau record, avec 52 500 cas recensés en 24 heures ! C'est vertigineux quand on sait que votre ministre de la santé affirmait il y a dix jours qu'au-delà de 50 000 cas quotidiens, l'épidémie serait incontrôlable ! Nous sommes tous conscients que la maîtrise de l'épidémie est difficile partout en Europe, et que personne ici n'a de solution toute faite mais cela n'excuse pas tout !

Ce n'est pas simplement la nouvelle députée qui vous interpelle, mais l'infirmière. À quoi bon expliquer aux Français que nous rattraperons notre retard en les testant massivement si aucune stratégie d'isolement n'est ensuite adoptée ? Comment justifier que huit mois plus tard, nous n'ayons toujours pas plus de lits en réanimation qu'en mars ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LR, SOC, FI et GDR.*) Pourquoi attendre dix jours après le début du confinement pour généraliser les tests dans les aéroports ? Pourquoi ne pas tester massivement tous les personnels des écoles, comme nous vous le demandons ?

Encore ce matin, monsieur le Premier ministre, vous avez été obligé de démentir dans l'heure votre porte-parole qui annonçait un couvre-feu à Paris. Ces tergiversations ne passent plus auprès de nos concitoyens qui vous demandent des consignes claires pour les protéger ! Allez-vous enfin accepter d'écouter les propositions que les députés Les Républicains vous formulent ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Vous posez plusieurs questions en une, mais allons plus loin.

Vous nous demandez quand nous allons généraliser les tests. Je ne sais pas ce que vous entendez par là. Deux millions de tests PCR sont effectués chaque semaine ; les pharmacies, les médecins, les infirmières

libérales ont déjà acquis plus de 2 millions de tests antigéniques : je me demande bien ce que signifie « généraliser les tests » dans ces conditions mais faites-moi une proposition ! Sincèrement la connaître m'intéresse ! (Interruptions et bruit persistant sur les bancs du groupe LR.)

Vous nous demandez quand nous nous allons tester les personnels des écoles. Eh bien ! Jean-Michel Blanquer et moi-même avons mis en place tout un protocole pour permettre aux enseignants et à tout le personnel scolaire un accès prioritaire aux tests PCR. (*Mêmes mouvements.*) Quelles sont vos propositions ? Voulez-vous qu'on aille plus loin ? Doit-on tester systématiquement tout le monde ? Tous les jours ? Toutes les semaines ? Comment fait-on ?

Vous qui êtes infirmière, madame la députée – soyez la bienvenue dans cet hémicycle – lorsque vous dites...
(*Le bruit se poursuit, un député du groupe LR crie.*)

M. le président. Arrêtez de vociférer, chers collègues ! Respectez notre collègue qui a posé une question et le ministre qui lui répond ! Je vous demande simplement d'alerter de hurler.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Vous demandez pourquoi nous n'avons pas augmenté le nombre de lits de réanimation depuis mars : mais nous l'avons augmenté de 15 % déjà, et nous continuons de l'augmenter quotidiennement, à mesure des besoins ! Nous avons également formé près de 10 000 soignants aux techniques de réanimation ; le Gouvernement n'a, je le confesse, toujours pas trouvé le moyen de former un réanimateur en moins de dix ans – mais si vous avez des propositions, je suis preneur ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Nouvelles protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Enfin, vous dites qu'il faut revoir nos stratégies en matière d'isolement. Je vous tends la perche en toute sincérité, madame la députée : si vous considérez qu'un débat démocratique doit se tenir pour faire évoluer le contrôle des stratégies d'isolement des personnes positives au covid-19, j'y suis tout à fait prêt. Je suis déjà venu cinq fois participer à des débats parlementaires relatifs à l'état d'urgence, et lorsque nous avons abordé ces questions, votre groupe nous a systématiquement opposé une fin de non-recevoir ! (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Ma porte est grande ouverte, vous serez la bienvenue : en dehors de l'hémicycle, il y aura peut-être moins de bruit. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Bouchet Bellecourt](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3477

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 novembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 novembre 2020](#)